

INTERVENTION DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE À L'USINE AESC.

Thank you so much. Et je suis très très content, j'allais dire, de retrouver ce site. Et je voulais simplement vous dire quelques mots pour nous rappeler collectivement d'où on est partis et essayer de dire où on va aller. J'ai un souvenir, moi, très précis. C'était ma première élection, je rassemblais, c'était début 2018, tous les constructeurs européens avant un salon de l'automobile à l'Élysée. Et je disais, il faut aller plus vite, plus fort, là, sur le transfert des véhicules thermiques vers les véhicules électriques. C'est quand même [inaudible]. Tout le monde m'a dit : « oh là là, pas trop vite, parce qu'on ne fait aucune batterie électrique en Europe, et on ne peut pas les faire en Europe. » Véridique. Ce n'était pas il y a 20 ans, c'est il y a 7 ans. Quelques années après, on bouge, accélération, et on voit que les choses sont en train de se transformer, le covid passe par là. Et on décide d'une politique volontariste qui réconcilie l'écologie et l'économie. Et je dis ça parce que le discours que j'entends en ce moment, ces dernières semaines, m'énerve au plus haut point. On voudrait revenir en arrière, surtout en disant : « non, non, non, abandonnons l'écologie et nos ambitions, pour préserver l'économie. » Faux ! On peut créer des emplois, on en a créé 2 millions, plus de 2 millions ces dernières années, en multipliant par 4 nos baisses d'émissions. Donc il y a une politique écologique à la française, c'est celle simplement qui organise des filières industrielles et qui s'organise pour créer de l'emploi partout sur les territoires. Et c'est ce que vous avez fait. Donc il ne faut pas revenir en arrière, il ne faut pas détricoter ça. Simplement, il faut avoir de la constance, de la volonté et de l'investissement. Je vous racontais 2018. 2021, on mobilise tous et toutes, on dit : « on va aller de l'avant, plus vite, plus fort. » On sait les angoisses qu'il y avait sur l'automobile en Europe, et en particulier en France. Est-ce qu'on va garder les emplois ? Est-ce que ce serait possible ? Et on a le groupe Envision, AESC, qui arrive. C'est un fameux Choose France, on est en juin 2021, ici, et sur ce site historique à Douai, c'est un site de Renault, ils disent : « on va venir et on va faire de la batterie électrique » Et je veux vraiment remercier la région, le département, l'ensemble des élus et les services de l'État. Vous avez dit oui tout de suite. Le président Bertrand, le président Poiret, ils ont dit : « oui, on fonce. » On va faire ici les champions de la batterie électrique. Et tous ensemble, vous y avez cru, il y a eu un boulot extraordinaire des services de l'État, de la région, du département, avec l'entreprise et tous les partenaires. Tout le monde s'est mis ensemble. Et on a dit en 2021 : « en 3 ans, vous ouvrirez l'usine. » Très peu de gens nous croyaient. Les gens disaient : « d'abord, on n'est pas sûr, on ne connaît pas ces gens-là, et puis en 3 ans, est-ce qu'ils vont y arriver, etc. » On l'a fait en moins de 3 ans. Ça a ouvert avant les 3 ans donnés. Et aujourd'hui, vous êtes sur un site où déjà 1,2 milliard d'euros ont été investis, où à fin juin, on aura créé 650 emplois. Sur ces 650 emplois, il n'y en a plus des trois quarts, c'était des femmes et des hommes qui n'avaient pas d'emploi. Et à la fin de l'année, on aura créé ici 900 emplois. 900. Et ici, vous produisez la batterie électrique qui permet d'alimenter le site de nos amis de Renault, comme dirait l'autre, de l'autre côté de la rue, et là, même pas, pour faire la R5 électrique. Personne ne pensait qu'on serait compétitifs pour faire la R5 électrique. On l'est parce qu'on a motorisé, parce que le groupe y a cru. Et on va ici produire la batterie électrique de la R5 qui sera faite à Douai, de la R4 à Maubeuge. Vous voyez la révolution qu'on a collectivement réussie, ces dernières années, économique et écologique ? On a fait venir des investisseurs de l'autre bout du monde. Ils ont transféré leur technologie, ils ont aidé à former. On a pivoté notre industrie automobile où on nous disait : « vous ne ferez plus jamais, car les petits véhicules, n'y pensez pas » On en parlait encore. On nous disait : « les petits formats, vous n'êtes pas compétitifs en France » Les petits formats électriques, on est compétitifs parce qu'on a robotisé, parce que c'est totalement différent. Et on est en train de continuer à transférer en bonne intelligence le savoir-faire, à former dans un bassin d'emploi qui était si difficile. On crée des emplois, on embauche. On sera à 900 en fin d'année et on va continuer d'aller plus loin. Et donc, il n'y a pas de fatalité. Il n'y a pas de morosité à avoir, les temps sont durs. Et quand je dis ça ici, je n'oublie pas les copains dans la région pour qui c'est difficile. On se bat pour que Arcelor on fasse les investissements et que ça rebondisse à Dunkerque. On sait aussi les fermetures qu'il peut y avoir et le ministre se bat avec ses collègues pour, chaque jour, là aussi, le faire avec les services de l'État. Mais ce que vous incarnez ici aujourd'hui montre que 1) l'écologie et l'économie, ça peut aller ensemble si on investit, si on a une stratégie de long terme et de la constance et 2) qu'il n'y a pas de fatalité. Et sur notre territoire, qui aime l'industrie, qui aime la voiture, il y a un avenir. Maintenant, je parle deux secondes de la suite. D'ici la fin de l'année, on arrivera à 900 emplois. Et puis, on va travailler avec votre Chairman pour faire la phase 2, c'est-à-dire environ 800 millions d'euros d'emplois supplémentaires pour faire de nouvelles batteries électriques, mais pour aussi développer des technologies de stockage d'énergie. Et donc, qu'est-ce qu'on doit faire

pour ça ? D'abord, lui montrer qu'on est capable de faire ce qu'on a fait pour la première phase, c'est-à-dire d'aller vite sur les autorisations, de sortir vite des projets. Je sais que toute l'équipe France est alignée, la région, le département, les services de l'État. Et 2) c'est aussi au niveau européen, le ministre était là avec le commissaire pour faire des annonces sur la batterie, la R&D, de dire : « L'Europe va accompagner pour investir sur la R&D, sur les batteries et le stockage. » Et donc de bouger l'Europe pour qu'on dise : « il faut aller plus vite, plus fort et accompagner les entreprises qui vont nous aider à être aussi à la frontière technologique et à être des champions. » Et puis, vous savez, quand je vous quitterai tout à l'heure, j'irai en Italie directement pour travailler avec la Première ministre en Italie pour que, ensemble, Français et Italiens et avec les Allemands, on essaie de pousser une réforme pour simplifier la réglementation pour les petits véhicules, pour avoir des petits véhicules européens plus compétitifs, moins de normes, mais qui garantissent un contenu européen. C'est-à-dire qu'on va continuer de se battre. Mais je veux que vous soyez extrêmement fiers de ce qui a été fait, au fond, par l'équipe de France en à peine 4 ans. 4 ans. Juin 21, on était là, c'était le début, il n'y avait rien qu'une annonce. On est là début juin 25, il y a déjà près de 650 emplois créés, et encore plus, 1,2 milliard investis, et vous voyez, on peut aller encore beaucoup plus loin ; Renault qui se transforme, la R5, fierté française, mythe français de la bagnole, qui se développe en électrique juste à côté et qui va les produire ici. Et donc ce qui fait aussi que c'est très cohérent avec notre politique, on veut aider les ménages à acheter des véhicules électriques, et on fait un véhicule électrique qui correspond au portefeuille et qui est accessible. On se bat. Et donc comme je vous l'ai écrit sur la batterie au début, on ne lâche rien. Vous pouvez être extrêmement fiers d'être là aujourd'hui, de participer à cette aventure. J'ai beaucoup de gratitude à l'égard de tous ceux qui vous ont formés, accompagnés, recrutés. Je veux remercier toutes les équipes, parce que c'est extrêmement important. Merci, Chairman, parce que vous nous avez fait confiance et vous avez fait exactement ce que vous nous avez dit. Et je veux remercier l'ensemble des services de l'État, le département, la région et toutes les communes, parce que vous avez fait exactement ce qu'on devait collectivement faire. C'est une belle histoire, juste parce que chacun a pris ses responsabilités. Et c'est la démonstration que notre pays a un avenir industriel et écologique, et qu'on n'a pas à choisir, et qu'on n'a pas à expliquer à nos enfants qu'il faudrait faire des reculs sur l'écologie pour privilégier l'économie. Ça, c'est de la paresse. Ce n'est pas vrai. Simplement, il y a de la volonté, de la mobilisation, de l'innovation, de l'investissement. C'est exactement ce qu'on a fait. Donc, il ne faut rien lâcher et on ne lâchera rien. Vive Douai ! Vive la République ! Et vive la France !